LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 21 mars 2023.

Le « miracle » n'aura pas eu lieu, pas de bol !

Retraites: le gouvernement évite de peu la censure, mais n'échappe pas à la crise politique - BFMTV 21 mars 2023

À neuf voix près, la motion de censure transpartisane contre l'utilisation du 49.3 par le gouvernement a été rejetée par l'Assemblée nationale. Résultat, la réforme des retraites est adoptée, et le gouvernement évite le renversement mais n'échappe pas pour autant à la crise politique.

C'est d'abord le constat de l'opposition, qui dénonce l'illégitimité du gouvernement d'Élisabeth Borne après que 278 députés ont voté la motion de censure.

Hormi l'opposition, le sociologue et directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en sciences sociales (EHESS) Michel Wieviorka parle aussi d'une "crise politique profonde" et une "crise institutionnelle".

"Même si le gouvernement retire sa réforme, et que le pays s'apaise, on n'aura rien réglé du tout" a-t-il jugé, estimant que "les politiques" devraient penser "au-delà de ce moment précis qui est un moment de grande crise et crispation".

"Qui peut croire qu'un autre gouvernement que celui de madame Borne apaisera le pays et nous amènera vers des lendemains qui chantent?" a fini par questionner le sociologue. BFMTV 21 mars 2023

Le spectacle habituel sans lendemain. Stop ou encore ? Vous connaissez la réponse.

Réforme des retraites : des rassemblements un peu partout en France après le rejet des motions de censure - Le HuffPost 21 mars 2023

Poubelles renversées et brûlées, barricades, jets de projectiles sur les forces de l'ordre, fumigènes : l'adoption ce lundi 20 mars de la réforme des retraites après le rejet de la motion de censure a provoqué de nombreuses manifestations émaillées d'incidents dans toute la France, ont constaté des journalistes de l'AFP. Le HuffPost 21 mars 2023

Une vérité ou mise au point compromettante pour les va-t-en-guerre occidentaux.

Guerre en Ukraine : Pékin appelle la CPI à éviter « le deux poids, deux mesures » - LePoint.fr 20 mars 2023

La Chine a appelé lundi la Cour pénale internationale (CPI) à éviter le « deux poids, deux mesures » après l'émission par cette juridiction d'un mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine.

La réaction chinoise survient quelques heures avant le début d'une visite d'État du président Xi Jinping en Russie, la première en près de quatre ans, lors de laquelle il s'entretiendra avec Vladimir Poutine.

« *La Cour pénale internationale doit adopter une position objective et impartiale, respecter l'immunité de juridiction des chefs d'État en vertu du droit international* », a déclaré lundi Wang Wenbin, un porte-parole de la diplomatie chinoise, en réponse à une question sur le sujet.

L'institution doit « *éviter la politisation et la politique du deux poids, deux mesures* », a-t-il souligné devant la presse, dans une référence aux autres interventions militaires ne donnant lieu à aucun mandat d'arrêt de chef d'État.

Wang Wenbin était interrogé sur l'opportunité pour Xi Jinping de confirmer sa visite d'État en Russie malgré ce mandat d'arrêt international à l'encontre de Vladimir Poutine. « *Les deux parties [...] vont pratiquer un véritable multilatéralisme, promouvoir la démocratie dans les relations internationales, construire un monde multipolaire, améliorer la gouvernance mondiale et contribuer au développement et au progrès du monde* », a répondu Wang Wenbin. LePoint.fr 20 mars 2023

Dmitri Medvedev, vice-président du Conseil de sécurité de Russie, dans un message Telegram diffusé lundi matin 20 mars 2023.

Après avoir qualifié la CPI de « *merdique et inutile* », l'ex chef d'État russe aujourd'hui vice-président du Conseil de sécurité de Russie a déclaré : « *Le tribunal n'est qu'une misérable organisation internationale, pas la population d'un pays de l'OTAN. Ils ne déclencheront donc pas de guerre pour ça. Ils ont peur. Et personne ne le regrettera. Alors, citoyens juges, regardez bien le ciel...* ».

« *Toutes les décisions stupides de l'ONU et d'autres structures éclateront au grand jour. Le sombre crépuscule de tout le système des relations internationales se profile à l'horizon. La confiance est épuisée* », a lâché Dmitri Medvedev dans un message Telegram diffusé ce lundi matin. Peu avare en langage fleuri contre la CPI, il estime même que « *l'épisode (...) qui a tué la crédibilité (...) de la cour concerne les crimes américains en Afghanistan et en Irak. La cour s'est chiée dessus et n'a rien pu faire* ». Le HuffPost 20 mars 2023

Quand leur tribunal de l'Inquisition se comporte encore en maître du monde.

Ukraine: la Russie ouvre une enquête contre des magistrats de la CPI après leur mandat d'arrêt contre Poutine - BFMTV 20 mars 2023

Moscou a ouvert ce lundi 20 mars une enquête pénale contre le procureur de la CPI, Karim Khan, et trois juges de l'instance internationale, trois jours après son mandat d'arrêt visant Vladimir Poutine pour la "déportation" illégale d'enfants en Ukraine.

Karim Khan, le procureur de la CPI, est ainsi visé aux motifs d'avoir "engagé des poursuites pénales à l'encontre d'une personne notoirement innocente, combinée à l'accusation illégale d'avoir commis un crime grave ou particulièrement grave", ainsi que de "préparer une attaque envers un représentant d'un État étranger".

Vladimir Poutine est accusé par la CPI de crime de guerre pour la "déportation" de milliers d'enfants ukrainiens dans le cadre du conflit entre Moscou et Kiev.

Si Volodymyr Zelensky a qualifié cette décision d'"historique" et Joe Biden de "justifiée", Moscou l'a brocardée comme étant "*nulle et non avenue*", car la Russie n'est pas membre de la CPI et elle ne reconnaît donc pas la compétence de ce tribunal, selon le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

Selon le Comité d'enquête russe, "*la poursuite pénale est évidemment illégale, puisqu'il n'y a pas de motif de responsabilité pénale*". Il a indiqué que Vladimir Poutine, en tant que chef de l'État, "*jouit de l'immunité absolue vis-à-vis de la juridiction des Etats étrangers*". BFM TV 20 mars 2023

A défaut d'avoir réussi à isoler la Russie, ils ont dégainé le misérable coup de la CPI, en vain, la Chine affiche son soutien sans faille à la Russie au grand dam des Etats-Unis.

Visite de Xi Jinping en Russie : Pékin et Moscou réaffirment leur soutien mutuel - Euronews 20 mars 2023

Ce lundi à Moscou, le dirigeant russe Vladimir Poutine reçoit pour trois jours son homologue chinois, Xi Jinping. Euronews 20 mars 2023

Xi Jinping à Moscou : vers une alliance entre la Chine et la Russie contre l'Occident ? - leJDD 20 mars 2023

Se rendre en Russie, c'est, pour Xi Jinping, affirmer de façon éclatante son soutien à Vladimir Poutine à un moment critique de la guerre en Ukraine, et quelques jours après l'émission d'un mandat d'arrêt à l'encontre du président russe par la Cour pénale internationale. Par ce geste, le leader chinois rappelle au monde que l'axe sino-russe est solide.

La visite de XI Jinping à Moscou confirme que la RPC est un « *foul weather friend* » de la Russie, autrement dit un allié même par temps de crise : en Eurasie et à l'ONU, sur le plan économique et dans les domaines militaires, le partenariat stratégique sino-russe est réel et prétend porter une vision du monde alternative (et hostile) à celle de l'Occident. De façon plus concrète, la RPC soutient discrètement l'invasion russe en refusant d'adopter des sanctions, en alimentant le complexe militaro-industriel russe et en proposant récemment un plan de paix russo-ukrainien qui met l'accent sur les garanties de sécurité pour la Russie.

Européens et Américains doivent-ils donc se préparer à contrer un bloc des régimes autoritaires dont la Chine et la Russie seraient les chefs de file, avec l'Iran, la Syrie, la Corée du Nord, la Syrie ou encore les régimes d'Asie centrale ? Le risque géopolitique d'une « *désoccidentalisation* » du monde est réel. Mais il doit être nuancé. leJDD/AFP 20 mars 2023

J-C - On arrêtera là la reproduction de cet article, parce que la suite tout comme celle de l'article précédent était de la pure propagande destinée à rassurer leurs auteurs et éventuellement leurs populations, afin que la xénophobie hystérique qu'ils ont développée envers la Russie et la Chine ou leurs alliés ne retombe pas en occident.

La suite consistait en spéculations sur les particularités et rivalités qui concernent et parfois opposent ces deux puissances, en manifestant le souhait qu'elles enveniment leurs relations et les affaiblissent, de sorte que l'Occident en tire profit et sorte vainqueur de la guerre qu'elle mène contre la Russie et la Chine. La conclusion de cet article le confirmait.

leJDD/AFP - La visite de Xi Jinping à Moscou rappelle à l'Occident un risque géopolitique structurant : depuis deux décennies, les deux grandes puissances nucléaires et technologiques eurasiatiques ont convergé sur tous les plans pour contester ouvertement sa vision du commerce mondial, des relations internationales ainsi que des structures dédiées à la sécurité globale et régionale.

Le défi est de taille, en particulier pour les Européens qui voient depuis toujours avec la Russie et commercent depuis longtemps avec la Chine. Mais le véritable défi est-il de les traiter comme un bloc idéologiquement homogène dans une logique de confrontation ? Ou bien n'est-il pas plutôt de jouer des rivalités internes pour désolidariser ces puissances eurasiatiques en compétition ouverte dans au moins trois zones ? leJDD/AFP 20 mars 2023

A l'heure où ils accusent Poutine de crimes de guerre. Force est de constater que les barbares donneurs d'ordres et leurs complices sont libres.

J-C – C'est bizarre, là il n'y a pas de tribunal international pour juger les Présidents américains et les membres de leurs gouvernements, idem pour les britanniques, français, membres de l'Otan...

Et cela remonte à la guerre de Palestine, de Corée, du Vietnam, etc. ils ont fomenté des guerres coloniales ou de rapine sur tous les continents, et ils cumulent des dizaines de millions de civils innocents assassinés ou blessés au cours des 78 dernières années.

Tous les Etats occidentaux inspirent la haine à travers le monde et c'est parfaitement légitime. A l'heure où leur hégémonie mondiale est remise en cause par d'autres grandes puissances et leurs alliés, la Russie, la Chine et l'Inde pour ne pas les citer, on se place au côté de tous les peuples qui en ont été les victimes et qui luttent pour mettre fin à cette hégémonie qui s'exerce sous la forme d'une tyrannie financière, politique, militaire implacable.

Témoignages d'anciens soldats : Ces 3 livres que l'armée américaine ne veut pas que vous lisiez - les-crises.fr 18 mars 2023

Avant d'éventuels déploiements en Irak et en Afghanistan, les cadets de West Point défilaient en cadence au son de ce chant édifiant :

« Gauche, droite, gauche, droite, gauche droite TUE ! Je suis allé à la mosquée où tous les terroristes prient, j'ai saisi mon épée à deux mains, et je les ai tous dégommés... Je suis allé dans le magasin où toutes les femmes font leurs courses, j'ai sorti ma machette, et j'ai commencé à couper ! Je suis allé au terrain de jeu où tous les enfants jouent, j'ai sorti ma sulfateuse et j'ai commencé à mitrailler ! »

L'article à lire :

<https://www.les-crises.fr/temoignages-d-anciens-soldats-ces-3-livres-que-l-armee-americaine-ne-veut-pas-que-vous-lisiez/>

Commentaires d'internautes.

1- A ce jour le TPI n'a toujours émit aucun mandat d'arrêt contre un dirigeant Américain. Selon que vous soyez du camp du bien ou de l'axe du mal....

Biden trouve justifié le mandat contre Poutine, mais se garde bien de regarder sur son propre seuil, d'ailleurs il est coupable lui aussi, du temps où il n'était pas encore président !

2- La deuxième offensive des troupes de Kiev contre Donetsk et Lougansk a été lancée le 22 avril 2014, juste après la visite de Biden à Kiev. Il était alors vice-président des États-Unis. Ce type porte une lourde responsabilité dans la guerre actuelle en Ukraine.

Mon commentaire.

- Pourquoi critiquer la sortie de ces témoignages ? Au contraire, c'est très bien, ils confirment les précédents.

Ceux qui sont blasés, ne sont pas obligés de les lire ou de s'y intéresser, qu'ils laissent ceux qui les découvrent en prendre conscience à leur tour, on ne sera jamais assez nombreux.

La CPI n'est pas près de juger tous ces criminels.

Prisons israéliennes : Le sinistre sort des Palestiniens détenus arbitrairement ou sans procès - les-crises.fr 17 mars 2023

Les Palestiniens peuvent être maintenus prisonniers dans des conditions sinistres dans les prisons israéliennes pendant des années, sans inculpation ni procès – et ce n'est là qu'une partie de la répression quotidiennement subie.

<https://www.les-crises.fr/prisons-israeliennes-le-sinistre-sort-des-palestiniens-detenus-arbitrairement-ou-sans-proces/>

Non-lieu. Etat criminel en toute impunité.

Irak: Les Britanniques bientôt devant la Cour Pénale Internationale pour crimes de guerre ? Par Felicity Arbuthnot - Mondialisation.ca, 18 mars 2023

Des allégations choquantes ont été compilées à partir du témoignage de quatre cents Iraquiens et représentent « *des milliers de témoignages de mauvais traitements assimilables à des crimes de guerre, actes de torture ou traitements cruels, inhumains ou dégradants* ».

Ce document « *est le plus détaillé jamais soumis au bureau du Procureur de la CPI concernant les crimes de guerre présumés des forces britanniques en Iraq* ».

Cet article a été publié initialement le 30 janvier 2014

<https://www.mondialisation.ca/irak-les-britanniques-bientot-devant-la-cour-penale-internationale-pour-crimes-de-guerre/5366826>

Capitalisme : stop ou encore ? Chassons Macron !

Paupérisation sous l'ère Macron : La France des petits salaires délaissée. - elucid.media 15 mars 2023

Les choix ont été clairs : il n'y a pas eu une année de présidence Macron dont les politiques ont bénéficié en priorité aux ménages les plus modestes, à la fonction publique, ou aux inactifs.

En conclusion, sous l'ère Macron, les ressources de l'État ont été largement utilisées pour soutenir les grands acteurs de l'économie : grandes fortunes, investisseurs, entreprises, cadres. En revanche, les petits salariés, les retraités, les chômeurs, qui n'avaient pas été soutenus avant le choc du Covid et de la guerre en Ukraine, et ont pris de plein fouet les effets de l'inflation, sortiront de ces deux quinquennats considérablement paupérisés.

https://elucid.media/societe/pauperisation-sous-lere-macron-france-petits-salaires-delaissee/?mc_ts=crises

En Complément.

Vidéo. Les classes dominantes à l'assaut du système social : Des décennies de combat! - Nicolas Da Silva

<https://www.youtube.com/watch?v=2eU3UbaU9Vo>

Pourquoi veulent-ils vous enfermer dans les institutions de la Ve République ?

Réforme des retraites: 68% des Français souhaitent qu'une motion de censure soit adoptée ce lundi - BFMTV 20 mars 2023

Après l'utilisation par Elisabeth Borne du 49.3 pour faire adopter la réforme des retraites, une large majorité de la population française (68%) souhaite que le gouvernement tombe par le vote d'une motion de censure ce lundi à l'Assemblée nationale, indique un nouveau sondage Elabe pour BFMTV.

Dans le détail, 73% des ouvriers, 79% des employés et 71% des CSP+ veulent que les députés votent la censure du gouvernement. Toutes les catégories socio-professionnelles et toutes les catégories d'âges (y compris les retraités, à 55%) souhaitent que la motion de censure soit adoptée.

Selon les derniers pointages réalisés dimanche soir, au moins 261 députés se disent prêts à voter la motion portée par le groupe Liot. Un nombre insuffisant, car au moins 287 votes sont requis pour

faire tomber le gouvernement. Le nombre de députés LR favorables à la censure sera donc déterminant.

Près de sept Français sur dix (68%) restent toujours opposés à sa réforme des retraites, et 65% des sondés disent exprimer du soutien ou de la sympathie à l'égard de la mobilisation sociale. Ils sont autant (67%) à vouloir la poursuite du mouvement. BFMTV 20 mars 2023

Dossier guerre de l'OTAN contre la Russie.

A propos de la tenue du 1er congrès du Mouvement International des Russophiles (MIR) qui a eu lieu à Moscou le 14 mars 2023.

L'humanité s'organise pour contrer définitivement le dictat mondialiste

<https://reseauinternational.net/lhumanite-sorganise-pour-contrer-definitivement-le-dictat-mondialiste/>

Le nazisme, système immunitaire de l'Europe

Je vous propose ci-après la transcription et la traduction de cinq interventions dans l'émission « Soirée dominicale » (« *Воскресный Вечер* ») de Vladimir Soloviev du dimanche 05 mars 2025.

Sur les principaux canaux internet sous supervision occidentale, en comprenant YouTube, cette émission a, depuis, été censurée.

Vous pouvez, à ce jour, regarder l'émission en russe sur : <https://all-make.net/solovev-ot-05-03-2023>. C'est à partir de cette diffusion que les temps dans l'article sont pris en compte.

Sinon : <https://smotrim.ru/video/2574844>

Elles nous exposent très bien la russophobie qui « *a pris le pli* » dans les pays de l'Euro-Amérique au moins chez nos dirigeants-consultants financiers très peu politiques dénommés quelquefois Président de République, sans parler des populations lobotomisées qui ne se pressent pas toujours de tenter de comprendre ce qu'on leur fait avaler en termes d'information.

L'émission dure en tout 2 heures et 49 minutes. J'ai choisi de traduire l'intervention de cinq personnes autour du sujet de la « *russophobie* » (vous savez, l'antisémitisme du XXI^e siècle). Il s'agit de :

- Maria Zakharova, Directrice du Département de l'information et de la presse du Ministère des Affaires Étrangères de la Fédération de Russie – [1:24:18 – 1:28:42] ;
- Igor Markov, Député du Conseil Suprême d'Ukraine, VII^e circonscription – [2:04:01 – 2:15:00] ;
- Vladimir Kornilov, Rédacteur politologue à l'agence de presse RIA Novosti – [2:15:01 – 2:22:42]

- Kirill Vychynski, journaliste ukrainien-russe, personnalité publique. Depuis 2019, il est Directeur exécutif de l'agence d'information « *Russie aujourd'hui* » et membre du Conseil près le Président de la Fédération de Russie pour le développement de la société civile et des droits de l'homme, poste jusque-là occupé par Valeri Fadeïev. Il a été arrêté en mars 2018 par les services secrets ukrainiens pour trahison étatique et est relâché dans le cadre d'un échange de prisonniers entre la Russie et l'Ukraine en septembre 2019 – [2:30:33 – 2:36:14] ;

- Vladislav Chouryguine, expert militaire, membre du Club d'Izborg (think-tank russe fondé en 2012 par le célèbre écrivain et journaliste russe Alexandre Prokhanov qui réunit des membres défendant le patriotisme et l'existence d'une identité nationale russe au sein de l'eurasisme) – [2:36:57 – 2:42:12].

Tous ces intervenants russes et ukrainiens sont renommés et reconnus au moins pour leurs études et analyses « *scientifiques* » de l'actualité.

Pour lire l'article :

<https://reseauinternational.net/le-nazisme-systeme-immunitaire-de-leurope/>

L'Otan et les néonazis ont leur tribunal international. Suite.

La CPI veut arrêter Poutine pour avoir mis des enfants à l'abri, loin des bombardements des FAU. - donbass-insider.com 18 mars 2023

Le 17 mars 2023, la Cour Pénale Internationale (CPI) de La Haye a émis un mandat d'arrêt contre le Président russe Vladimir Poutine et la médiatrice russe pour les droits des enfants Maria Lvova-Belova pour « *déportation* » d'enfants hors du territoire ukrainien. En clair la CPI voudrait condamner Vladimir Poutine et Maria Lvova-Belova, pour avoir mis des enfants à l'abri loin des bombardements de l'armée ukrainienne.

Après que des organisations internationales comme l'OSCE et l'OIAC se soient définitivement discréditées par leur partialité flagrante dans le dossier ukrainien, il semble que c'est au tour de la CPI de s'auto-saborder, en accusant Vladimir Poutine et Maria Lvova-Belova d'avoir « *déporté* » des enfants, et en lançant un mandat d'arrêt contre eux.

Il faut bien souligner là le chef d'accusation utilisé. La CPI n'accuse pas Vladimir Poutine de crimes de guerre sordides en Ukraine, genre bombardement de civils, viols de masses, non, il est accusé d'avoir fait envoyer en Russie des enfants, qui sinon seraient restés dans des territoires régulièrement soumis aux bombardements de l'armée ukrainienne !

La CPI a une conception fascinante du droit et du monde il faut l'avouer. Je rappelle que cette institution n'a jamais poursuivi les responsables américains, britanniques, et d'autres pays occidentaux, pour leurs crimes de guerre avérés en Irak, Afghanistan, Syrie, Libye, etc. Il a suffi que les États-Unis sanctionnent le procureur de la CPI qui voulait enquêter sur les crimes de guerre américains en Afghanistan, pour faire cesser toute velléité de justice.

Mais revenons à cette accusation délirante de la CPI contre Vladimir Poutine et Maria Lvova-Belova, de « *déportation* » d'enfants. J'aimerais rappeler au procureur de la CPI, que depuis 2014

dans le Donbass, plusieurs centaines d'enfants sont morts des suites des tirs et bombardements de l'armée ukrainienne, et plusieurs centaines d'autres ont été blessés, certains gravement.

Le dernier en date, Nikita Safronov, huit ans, est mort à Donetsk il y a à peine six jours, tué par un obus de 155 mm (standard OTAN) tombé près du taxi qui l'emmenait avec sa famille à sa fête d'anniversaire ! S'il avait été évacué comme les enfants des orphelinats du Donbass et des régions de Kherson et Zaporoujé, qui ont été envoyés dans d'autres régions de Russie pour des raisons de sécurité, Nikita aurait pu fêter son huitième anniversaire et les suivants !

Oser reprocher à Vladimir Poutine et à Maria Lvova-Belova, d'avoir tout fait pour mettre à l'abri des enfants hors de la zone de conflit, est totalement abject. Peut-être la CPI considère-t-elle que les autorités russes auraient dû laisser ces enfants à la merci des bombardements ukrainiens ?

Comme l'a dit le chef de la République tchétchène, Ramzan Kadyrov, il s'avère que pour la CPI bombardier et tuer délibérément des enfants n'est pas répréhensible si c'est fait par l'Ukraine, par contre, les sauver c'est de la déportation.

« Il s'avère que les habitants du Donbass, y compris les enfants, étaient censés mourir sous les bombes des forces armées ukrainiennes et qu'ils ne devaient en aucun cas quitter les zones dangereuses. Ce n'est pas ma déclaration, c'est ce que pense la Cour Pénale Internationale de La Haye. Et sauver les enfants du Donbass est qualifié par eux de déportation. Bien sûr, j'ai toujours su et dit qu'en Occident qu'ils avaient tous la queue entre leurs jambes par peur des cow-boys, mais ici la nouvelle n'est pas étrange, mais plutôt ridiculement absurde : bombardier des enfants n'est pas un crime, mais les sauver, c'est de la déportation », a-t-il écrit sur sa chaîne Telegram.

Il faut d'ailleurs rappeler que ces accusations délirantes de déportation d'enfants ont aussi été portées par l'Ukraine, quand les enfants de zones récemment libérées comme Marioupol, ont été envoyés en Russie pour les vacances d'été ! « *Déportation* » des plus étranges, car elle était approuvée par leurs parents, et ils en sont revenus ravis de ce qu'ils avaient vu et vécu pendant ces quelques semaines loin de la guerre !

Voir par exemple les enfants d'une école de Marioupol, qui sont allés en Russie pendant les vacances d'été, et racontent leur « *déportation* » lors de la rentrée des classes :
Rentrée scolaire à Marioupol le 1er septembre 2022

<https://odysee.com/@donbassinsider:b/marioupol-01092022:1?src=embed>

Si une telle « *déportation* » d'enfants est un crime, il faudra que la CPI m'explique sur quel article du droit international elle se fonde pour mettre en accusation Vladimir Poutine et Maria Lvova-Belova !

Et surtout j'aimerais qu'elle explique pourquoi elle n'a JAMAIS mis en accusation les autorités de Kiev pour avoir déporté hors du Donbass en 2014 des centaines d'enfants qui étaient soit handicapés, soit étaient dans des internats, soit dans des orphelinats pour défaut de soin et dont les parents n'ont pas été informés de la destination. Certains se sont enfuis des endroits où ils avaient été placés et sont revenus à pied dans le Donbass ! Mais beaucoup ont tout simplement disparu des radars.

En attendant, avec cette accusation délirante de « *déportation* » d'enfants contre Vladimir Poutine, et Maria Lvova-Belova, la CPI vient de planter un clou supplémentaire dans le cercueil des institutions internationales. Et ce pour rien, puisque la Russie ne reconnaît pas la compétence de la

CPI, dont elle n'a pas signé le traité, ce qui signifie qu'elle n'en appliquera pas les décisions. Et qu'en plus, Vladimir Poutine bénéficie de l'immunité comme tout chef d'État en exercice.

Il faut aussi souligner que non seulement la Russie ne reconnaît pas la compétence de la CPI, mais l'Ukraine, qui accuse Vladimir Poutine et Maria Lvova-Belova de déportation d'enfants, elle non plus ne reconnaît pas la compétence de cette cour, de même que les patrons américains de Kiev ! Après cela, la CPI a fini de se discréditer et de s'auto-détruire, en déclarant que malgré la délivrance du mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine, elle a l'intention de continuer à rechercher la coopération avec la Russie sur la situation en Ukraine. Donc je te crache à la figure, mais on reste copains... Là sincèrement on atteint un tel niveau d'absurdité qu'on finit par se dire qu'il est vraiment temps de revoir de fond en comble le fonctionnement de ces institutions internationales payées avec les impôts des contribuables.

<https://www.donbass-insider.com/fr/2023/03/18/la-cpi-veut-arreter-poutine-pour-avoir-mis-des-enfants-a-labri-loin-des-bombardements-des-fau/>

Briefing du représentant officiel du ministère russe des Affaires étrangères M.V. Zakharova (16 mars 2023)

La Russie n'est pas partie au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et n'a aucune obligation en vertu de celui-ci.

La Russie ne coopère pas avec cet organe, et les éventuelles « recettes » d'arrestation émanant de la Cour internationale de justice seront juridiquement nulles et non avenues pour nous.

Maria Zakharova

Qui aurait pensé il y a seulement 15 ans qu'en Occident la prise en charge des enfants, leur salut et leur traitement deviendraient une infraction pénale?

Mais tout y menait.

Les expériences de « *l'Occident éclairé* » sur le changement de sexe chez les enfants, la persécution des médecins qui croient qu'il n'y a que deux sexes, une interprétation pervertie du droit des mineurs, la destruction de l'institution de la famille, le remplacement de « *mère* » et « *papa* » avec les termes dégénérés « *parent A* » et « *parent B* », propagande de perversions chez les mineurs – tout cela n'est pas un accident malheureux, mais une politique à grande échelle dans les pays de l'OTAN.

Et les États qui, comme la Hongrie, tentent de résister au sein de l'Alliance, sont soumis à de véritables persécutions. Les sanctions et le harcèlement contre Leonid Roshal et Maria Lvova-Belova sont des signes de la déshumanisation des dictatures libérales.

En prime

« La Cour pénale internationale que nous ne reconnaissons pas a émis un mandat d'arrêt contre Poutine pour avoir évacué des enfants d'une zone de guerre bombardée par nos armes et nous sommes ceux qui ont tué plus de 20 millions de personnes dans 37 pays victimes depuis la Seconde Guerre mondiale ».

Commentaires d'internautes.

1- Pourquoi le TPI n'a pas émis des mandats d'arrêt contre les criminels de guerre Bush et Blair pour leurs crimes en Irak? (Et tant d'autres... - J-C)

2- Il ne faut pas forcément juger avec dédain cette décision du TPI. En effet compte tenu de son impact politique mondial visé elle ne peut pas être sortie du chapeau malade du TPI sans l'accord de son Maître Euro US. Cela montre alors l'état d'esprit qui règne actuellement en Occident atlantiste où plus que jamais on cherche à déconsidérer et mépriser au maximum si cela était possible la Russie, son peuple et son président, dans l'espoir que les 85% de la Planète qui n'adhèrent plus aux influences forcées et intéressées des 15% prétendant dominer le Monde, mordront à cette manœuvre aussi grossière que stupide.

Mais cette décision est aussi une étape de plus vers une sorte de nouvelle déclaration de Guerre venant du sein de l'OTAN ou de son entourage immédiat contre la Russie.

3- Le procureur de la Cour pénale internationale Karim Khan, qui a accusé Poutine de crimes de guerre pour avoir évacué des enfants d'une zone de guerre, a vu son frère Imran Khan, condamné pour pédophilie, être libéré d'une prison britannique avec une réduction de peine il y a seulement un mois. (J'ai vérifié, l'info est exacte. – J-C)

Espagne.

L'appareil séparatiste catalan est résolument euro-atlantiste

N'en déplaise à beaucoup qui ont cru voir dans la tentative de coup d'État du premier octobre 2017 à Barcelone un mouvement démocratique et pacifique résistant aux forces de l'ordre d'une Espagne post franquiste, la réalité est tout autre. L'appareil séparatiste catalan qui vise, entre autre, à camoufler plus de trente ans de combines ; de malversations et de détournement de fonds publics dans l'autonomie catalane, en Espagne et ailleurs, est foncièrement euro-atlantiste comme le démontre une fois de plus la cellule d'investigation de l'association suisse, apolitique, « *Catalunya peuple d'Espagne CPDE* », enregistrée IDE: CH430968285. Mais d'autres comme le politicien français François Asselineau le dénonce publiquement depuis une demie douzaine d'années ou encore le professeur madrilène Juan Antonio de Castro de Arespacochaga¹.

Le scénario exclusif euro-atlantiste s'inscrit dans le cadre de la posture géopolitique des États-Unis à l'échelle mondiale². Celui-ci a été renforcé avec la doctrine Wolfowitz en 1992. Le faucon de la Maison Blanche Paul Wolfowitz avait souligné que la mission des États-Unis dans l'ère de l'après-guerre froide consisterait à s'assurer qu'aucune superpuissance rivale ne soit autorisée à émerger en Europe occidentale, en Asie ou sur le territoire de l'ancienne Union soviétique.

Dans cette perspective, l'affaiblissement continu et la domination sur le concept de l'État nation deviennent la norme au profit de l'Oncle Sam. On retrouve dans cette logique et dans les faits des personnalités qui à l'instar de George Soros se disent « *hommes d'État sans État* » tels que klaus Schwab et Ursula von der Leyen, l'actuelle présidente de la Commission européenne.

Pour lire l'article :

<https://reseauinternational.net/lappareil-separatiste-catalan-est-resolument-euro-atlantiste/>

Etats-Unis.

L'escalade US vers l'Orient par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 18 mars 2023

Les États-Unis qui pensaient dominer le monde global après la dissolution de l'Urss ne sont plus aujourd'hui capables d'imposer de guerres au Moyen-Orient où la Chine signe des accords de paix. Aussi se tournent-ils, avec leur partenaire privilégié le Royaume-Uni, vers l'Océanie où le gouvernement Albanese accepte ce que ses prédécesseurs avaient refusé lors de la guerre du Vietnam. Tout n'est donc pas fini pour Washington et Londres qui peuvent encore compter sur quelques naïfs.

<https://www.voltairenet.org/article219025.html>

Moyen-Orient

Le roi Salmane invite le président iranien en Arabie saoudite pour sceller leur alliance - France 24 19 mars 2023

Le président iranien Ebrahim Raïssi a salué et accepté, dimanche, une invitation du roi saoudien Salmane à se rendre à Riyad afin de sceller le rapprochement entre leurs deux pays. Cette annonce fait suite à l'annonce du rétablissement de leurs relations diplomatiques, le 10 mars dernier.

Ces derniers mois, les Émirats et le Koweït ont repris leurs relations diplomatiques avec l'Iran.

L'Irak et l'Iran signent un accord pour « protéger la frontière » - lepoint.fr 19 mars 2023

Ali Shamkhani, secrétaire du Conseil suprême de la sécurité iranien, a signé avec son homologue irakien, Qassem al-Araji, un accord qui « *comprend la coordination dans la protection des frontières communes et la consolidation de la coopération dans plusieurs domaines de sécurité* », ont précisé les services de Mohamed Chia al-Soudani.

Cette visite intervient à la veille du vingtième anniversaire de l'invasion de l'Irak emmenée par les États-Unis. Aujourd'hui, les liens entre Bagdad et Téhéran sont plus étroits que jamais et le gouvernement de Mohamed Chia al-Soudani est soutenu par une coalition parlementaire pro-Iran.
lepoint.fr 19 mars 2023

Désinformation. Ils ne savent plus quoi inventer.

L'influence diplomatique de la Chine au Moyen-Orient est une bonne nouvelle pour les États-Unis - slate.fr 18 mars 2023

Certains experts craignent que cela n'annonce une accélération du déclin de l'influence américaine au Moyen-Orient, de l'ascension de la Chine en tant que puissance mondiale et du processus d'isolement d'Israël. Or, en réalité, la démarche de Pékin est, pour l'essentiel, une bonne chose pour les États-Unis. Il y a au moins quatre raisons à cela. slate.fr 18 mars 2023

J-C - J'ai lu ces 4 raisons, toutes bidons ou des lieux communs, si le cœur vous en dit vous pouvez le vérifier en lisant attentivement leur article à la gloire des États-Unis, leur maître.

<https://www.slate.fr/story/242405/influence-chine-moyen-orient-bonne-nouvelle-pour-etats-unis-iran-arabie-saoudite-relations-diplomatie#xtor=RSS-2>

“Il est temps” : les Émirats plaident pour un retour de la Syrie dans la Ligue arabe - Courrier International 20 mars 2023

“L'absence de la Syrie a été trop longue. Il est temps pour la Syrie de retrouver sa place parmi ses frères dans le monde arabe.” Les grands titres de la presse émiratie, comme l'anglophone Gulf Today, mettent en exergue ce lundi 20 mars les déclarations du président des Émirats arabes unis (EAU), Mohammed ben Zayed Al Nahyane, tenus à l'occasion de son entretien, dimanche 19 mars à Abou Dhabi, avec son homologue syrien, Bachar El-Assad.

Arrivé deux jours plus tôt avec son épouse, Asma, le président syrien a été reçu “avec les honneurs militaires”, écrit Gulf Today. Un détail protocolaire qui en dit long sur le retour de Bachar El-Assad sur la scène régionale, et le rôle pivot des EAU dans ce processus. Courrier International 20 mars 2023

En complément.

Bachar al-Assad reçu par Vladimir Poutine à Moscou Access to the comments Discussion - Euronews 15 mars 2023

Mystification et dictature climatique. Les falsificateurs corrompus osent tout.

J-C - Où est le lézard, l'entourloupe, le tour de passe-passe ou de prestidigitation ? Le mécanisme est simple à démonter, il repose sur un syllogisme dont l'un des termes ou postulats est fabriqué ou frauduleux, faux, en l'occurrence l'affirmation selon laquelle l'activité humaine serait à l'origine de l'élévation du niveau de CO2 dans l'air qui entraînerait celle de la température, ce que le GIEC n'a jamais été en mesure de prouver, mieux, on a la preuve que dans le passé la température et le taux de CO2 s'étaient élevés à un niveau supérieur à celui d'aujourd'hui, alors que les combustibles fossiles n'existaient pas, plus loin encore dans le passé quand l'homo sapiens n'existait pas. Mieux encore, il a été prouvé que l'élévation de la température précédait celle du CO2. Cela signifie que le GIEC inverse carrément les éléments issus de la réalité pour leur substituer son récit commandé par le Forum économique mondial ou Davos.

Soyons logique, en admettant qu'il ait lieu, il est clair que s'il était prouvé que le réchauffement climatique était réellement de la “responsabilité humaine”, le GIEC s'empresserait de le prouver en

fournissant les données fiables et vérifiables dont il dispose, or il n'en a pas ou au lieu de cela il se contente de parader en affirmant que son constat est « *sans équivoque* » sans en fournir la moindre preuve matériel, autrement dit il faudrait le croire sur parole ou sa parole aurait valeur de preuve, de données, ce qui relève de l'abus de pouvoir et de l'imposture.

Le syllogisme frauduleux : L'activité humaine est responsable du réchauffement climatique qui menace l'existence de notre planète, donc pour sauver notre planète et les hommes, il faut réduire l'activité humaine.

Réchauffement climatique : le Giec pointe une responsabilité humaine « *sans équivoque* » dans son dernier rapport - Publicsenat.fr 20 mars 2023

Le rapport fait état d'une responsabilité humaine « *sans équivoque* » dans le réchauffement climatique. Il s'agit d'un constat implacable que dresse le Giec, le réchauffement climatique a déjà atteint +1,1 °C par rapport à la période préindustrielle (1850-1900), la température pourrait même atteindre +4,4 °C d'ici la fin du siècle dans le scénario le plus pessimiste.

J-C - Pour mieux tromper la population incrédule ou ignorante, manquant cruellement de logique et de discernement, vous aurez remarqué qu'ils évoquent le réchauffement climatique en faisant référence à deux périodes très courtes, alors qu'on possède des données sur des millions d'années, il faut le savoir, ensuite les instruments et les relevés de températures ont évolué de telle sorte au fil du temps, et la marge d'erreur fait que le minuscule 1,1°C avoisine zéro pour peu qu'on soit honnête et qu'on prenne en considération cet argument.

Bref, que du vent, à ceci près qu'il se peut que la température augmente légèrement de manière tout à fait naturel, parce que l'activité du soleil varie dans le temps, ainsi que d'autres facteurs cosmiques, ce ne serait pas la première fois ni la dernière. Ce qui peut les inquiéter, c'est que des phénomènes naturels inhabituels, imprévisibles et incontrôlables se produisent, qui remettent en cause la sédentarité à l'extrême des hommes ou l'existence de leur société construite comme des forteresses bordées de frontières infranchissables, qu'ils soient incompatibles avec leur modèle économique ou constitue une menace pour leurs institutions. Vous imaginez soudainement devoir déplacer des millions de personnes de plusieurs pays, vers où, qui en voudrait, personne, chacun ne penserait plus qu'à sauver sa peau, cela déclencherait des guerres civiles ou des révolutions... J'ai déjà abordé cet aspect de la réalité dans différentes causeries dans l'indifférence générale et j'en ai marre de ce traitement...

Economie.

J-C - C'est en partie sur quoi j'ai fondé ma position sur l'antagonisme entre l'impérialisme américain ou l'Otan et la Russie alliée à la Chine, et les avantages qu'on pourrait en tirer. Quand le FMI estime que la fragmentation de l'économie constitue une menace pour l'économie mondiale qui alimente la lutte des classes, je suis porté à me dire qu'il me donne raison...

Le dissensus de Washington : la doctrine du FMI face à la fragmentation - legrandcontinent.eu 1^{er} mars 2023

Une équipe d'économistes du FMI s'est penchée sur le risque de fragmentation de l'économie mondiale. Si parler de démondialisation leur semble aujourd'hui exagéré, les discours et les

politiques se détournent de l'ordre économique et commercial créé au sortir de la Guerre froide — mais vers quoi ? Pour échapper à la fragmentation, ils proposent de rénover la gouvernance de la mondialisation.

La façon dont nous envisageons la situation au FMI est très simple. Dans dix ans, nous pourrions avoir un scénario négatif dans lequel le monde aurait continué sur la voie des mesures protectionnistes qui pourraient conduire à une fragmentation géoéconomique. C'est donc le scénario que nous voulons éviter...

Pour lire l'article :

<https://legrandcontinent.eu/fr/2023/03/01/le-dissensus-de-washington-la-doctrine-du-fmi-face-a-la-fragmentation/>